

	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Fronton
SIRET/SIREN
213 102 023 00016
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
1 Esplanade de Marcorelle, 31620 Fronton / 05 62 79 92 18 / dgs@mairie-fronton.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
M. Hugo CAVAGNAC, Maire de la commune de FRONTON
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Mme PEYRANNE Evelyne, Directrice Générale des Services de la commune de FRONTON
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
1 Esplanade de Marcorelle, 31620 Fronton / 05 62 79 92 18 / dgs@mairie-fronton.fr

2. Identification du PLU	
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))	
Plan Local d'Urbanisme	
2.2 Intitulé du document	
Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fronton	
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document	
<p>PLU adopté par le Conseil municipal le 25/04/2019</p> <p>Modification n°1 approuvée le 13/12/2021</p> <p>Révision allégée n°2 approuvée le 13/12/2021</p> <p>Modification n°2 approuvée le 18/09/2024</p> <p>Site internet :</p> <p>https://www.mairie-fronton.fr/ma-ville/urbanisme/</p>	
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU	
Commune de Fronton	
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)	
La Révision Allégée n°3 du PLU a pour objectif d'adapter le périmètre du STECAL « Avr » (agricole viticole recherche) existant sur un espace limitrophe actuellement en zone A (voir Annexe 2 pour la localisation du secteur).	

3. Contexte de la planification	
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables	
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ? Si oui, nom du document et date d'approbation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Occitanie approuvé le 14 septembre 2022 par le préfet de région.	
Le territoire est-il couvert par un SCoT ? Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
La commune est concernée par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Nord Toulousain, approuvé en conseil syndical en juillet 2012, puis modifié et approuvé en décembre 2016. Par délibération n°2018-19 en date du 21 juin 2018, la 1ère révision du SCOT a été engagée et toujours en cours.	
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?	
La commune de Fronton est concernée par : <ul style="list-style-type: none"> • Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10/03/ 2022 ; • Le Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10/03/2022 ; • Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Vallée de la Garonne approuvé le 21/07/2020 ; • Le PCAET de la Communauté de Communes approuvé le 12 décembre 2019. 	
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU	
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration ? Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Le 14 septembre 2016 (N°2016DKPACA57)	
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale	
Sans objet.	
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? Si oui, préciser la date de l'actualisation	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Sans objet.	
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle	
L'avis de l'autorité environnementale (n°2018AO63) a fait l'objet d'un mémoire en réponse exprimant les compléments effectués dans l'évaluation environnementale entre l'arrêt et l'approbation du PLU le 25/04/2019.	

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale ? Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet

☒ Oui

☐ Non

Le PLU a fait l'objet de plusieurs évolutions qui ont toutes été dispensées d'évaluation environnementale :

- Modification n°1 (avis MRAe n°2020DKO115 de dispense d'évaluation environnementale après examen au cas par cas, le 09/10/2020) ;
- Révision Allégée n°2 (avis MRAe n°2020DKO116 de dispense d'évaluation environnementale après examen au cas par cas, le 09/10/2020),
- Modification n°2 (avis MRAe n°2024ACO57 de dispense d'évaluation environnementale après examen au cas par cas, le 04/04/2024).

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

La procédure est une révision allégée (cf. articles L.153-31 et L.153-34 du Code de l'Urbanisme).

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

6 664 habitants (recensement INSEE 2022)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

SUPERFICIE TOTALE (EN HECTARES)	4607			
SUPERFICIE PAR ZONES	ACTUELLEMENT		APRES EVOLUTION	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
ZONES U	447	9,7 %	447	9,7 %
ZONES 1 AU	35	0,8 %	35	0,8 %
ZONES 2 AU	39	0,8 %	39	0,8 %
ZONES A	3231	70,1 %	3231	70,1 %
ZONES N	855	18,6 %	855	18,6 %
TOTAL	4607	100 %	4607	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Pour la commune de Fronton, le SCoT Nord Toulousain fixe une consommation foncière maximum de 115 ha à des fins d'urbanisation (toutes destinations – zones AU + dents creuses en U supérieures à 1ha) pour la période 2011-2030. Une consommation foncière de 23 ha à vocation économique et une enveloppe foncière de 7 ha à vocation commerciale.

D'autre part, le PADD indique que la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers doit être réduite d'au moins 30%, par rapport à la consommation foncière constatée ces dix dernières années.

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

La Révision Allégée n°3 du PLU de Fronton a pour objectif de permettre une extension limitée du périmètre du STECAL « Avr » (agricole viticole recherche) existant sur un espace limitrophe actuellement en zone A. Il s'agit de répondre aux nouveaux besoins de l'entreprise internationale Certis Belchim d'ores et déjà en activité sur le STECAL dans sa délimitation actuelle. La création initiale du STECAL a fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée approuvée par le Conseil Municipal en Juillet 2017.

<p>4.3.2 La procédure a -t-elle pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions ? Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>	<p><input type="checkbox"/>Oui <input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
<p>La présente procédure n'a pas pour objet d'ouvrir une nouvelle zone à l'urbanisation.</p> <p>Elle porte sur un projet d'extension limitée du STECAL Avr afin d'autoriser de nouvelles constructions. Le projet se situe au lieu-dit « Coudournac » situé à l'ouest du territoire communal.</p> <p>Le STECAL « Avr » a été créé par voie de modification simplifiée approuvée le 17 juillet 2017 dans le cadre du précédent PLU et a permis d'autoriser à titre exceptionnel des constructions et installations circonscrites aux besoins stricts de l'entreprise BELCHIM et sur un périmètre limité de moins d'1 hectare.</p> <p>Ce projet visait l'aménagement d'une ancienne ferme viticole afin de permettre l'implantation d'une entreprise de Recherche & Développement spécialisée dans le domaine de la protection des cultures agricoles et des solutions aux problématiques liées au changement climatique.</p> <p>L'entreprise projette une extension et une diversification de ses activités sur son site de Fronton avec la création d'un ensemble de bâtiments réunissant un laboratoire de formulation et biocontrôle, des serres d'expérimentation et une unité de stockage et de lavage de matériel agricole. Il est donc nécessaire de redéfinir l'emprise et d'adapter le STECAL « Avr » inscrit au PLU de Fronton afin de l'ajuster aux nouveaux besoins.</p>	
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ? Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>	<p><input type="checkbox"/>Oui <input checked="" type="checkbox"/>Non</p>
<p>Sans objet.</p>	
<p>4.3.3 La procédure a-t-elle pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs ?</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/>Oui <input type="checkbox"/>Non</p>
<p>Le règlement de la zone A autorise conformément au Code de l'Urbanisme les occupations et utilisations du sol liées et nécessaires à l'activité agricole ainsi que les extensions limitées des constructions existantes à usage d'habitation et les annexes. L'emprise au sol des constructions n'est pas réglementée en zone A, sauf pour le cas des constructions à usage d'habitation et leurs annexes non liées à l'activité agricole.</p> <p>Au sein du STECAL Avr (dans sa version initiale), le règlement écrit a strictement encadré les destinations et les sous-destinations de constructions répondant aux besoins de cette nouvelle entreprise en limitant l'emprise au sol maximale à 2000 m² (existant + nouveau).</p> <p>Au regard du développement du groupe international Certis Belchim et notamment les activités de recherche & développement spécialisé dans les produits agricoles, de nouvelles constructions sont nécessaires sur le site d'expérimentation de Fronton. Le règlement écrit a donc été complété pour autoriser les constructions industrielles (laboratoire de formulation et biocontrôle et serres in plant/in vivo) ainsi que les installations photovoltaïques uniquement sur les toitures des constructions autorisées dans la zone). L'emprise au sol maximale des constructions a été réhaussée à 4 500m² (existant + nouveau).</p>	

4.3.4 La procédure a-t-elle pour objet :	
<ul style="list-style-type: none"> De créer un espace boisé classé ? Si oui, préciser la localisation et la superficie 	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Sans objet.	
<ul style="list-style-type: none"> De déclasser un espace boisé classé ? Si oui, préciser la localisation et la superficie 	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Sans objet.	
<ul style="list-style-type: none"> De classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers ? Si oui, préciser la localisation et les superficies 	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Sans objet.	
<ul style="list-style-type: none"> De déclasser un espace agricole, naturel ou forestier ? Si oui, préciser la localisation et les superficies 	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
<p>La révision allégée n°3 du PLU de Fronton prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une réduction du STECAL Avr sur les parcelles sections J n°440 et n°442 (passage d'un zonage Avr à un zonage A de 1876 m²) ; Une extension du STECAL Avr sur la parcelle J n°442 (passage d'un zonage A à un zonage Avr sur 9109 m²). <p>L'adaptation du zonage proposée (différence entre suppression et ajout) induit une réduction de 7 233 m² de la zone A, soit 0,02% de la zone A et 0,01% de la superficie communale.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> De créer de nouvelles protections environnementales ? Si oui, préciser les protections et leurs superficies 	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Sans objet.	
<ul style="list-style-type: none"> De supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels ? Si oui, préciser les protections et leurs superficies 	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet	
Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet	
Sans objet.	
Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale ? Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Sans objet.	
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)	
Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet	
Sans objet.	

Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale ? Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Sans objet.	
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur	
Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1, intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document	
Sans objet.	
Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité	
Sans objet.	
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales ? Si oui, préciser les effets	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Sans objet.	

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par un Plan de Prévention de Risques de Sécheresse approuvé en 2011.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement			
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Fronton est concernée par la présence d'un monument historique inscrit (église Notre-Dame de l'Assomption).
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La couche des zones humides effectives du bassin Adour-Garonne renseigne la présence de 2 zones humides sur la commune (zones humides recensées par l'inventaire des zones humides de la Haute-Garonne).
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par le Schéma de Cohérence Territoriale Nord-Toulousain et ses prescriptions 22, 23, 24 et 25 qui identifient notamment les enjeux écologiques suivants pour la commune de Fronton : - L'espace naturel remarquable, cœur de biodiversité constitué par les boisements à l'Est de la tâche urbaine de Fronton ; - L'espace naturel remarquable, cœur de biodiversité de la ZNIEFF de type I 730030497 : « Friches et Landes du Frontonnais » ; Le PLU identifie notamment comme élément de la TVB communale la ZNIEFF de type I 730030497 : « Friches et Landes du Frontonnais » en tant que réservoir vert de milieux ouverts à préserver.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Fronton comprend une ZNIEFF de type I 730030497 : « Friches et Landes du Frontonnais » au Sud du territoire communal. D'après l'Inventaire National du Patrimoine Naturel, cette ZNIEFF identifie la

			présence de pelouses et landes typiques du Frontonnais ainsi que d'oiseaux qui nichent dans ces landes comme le Busard cendré, la Huppe fasciée, l'Alouette lulu, la Tourterelle des bois, le Pipit rousseline et le Pic noir. Il s'y trouve également une orchidée protégée : le Sérapias en cœur (Serapias cordigera).
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le PLU identifie des espaces boisés classés au titre de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme. Ils sont matérialisés sur le document graphique.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est entièrement concernée par un Plan de Prévention de Risques de Sécheresse approuvé en 2011. Le STECAL Avr est donc concerné par l'application de ce plan.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-

instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	-
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le STECAL Avr se trouve à 4 km du périmètre de protection des abords de l'église Notre-Dame de l'Assomption.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le STECAL Avr se trouve à plus d'1 km de la première zone humide effective recensée sur le bassin Adour Garonne (la plus proche se trouvant sur la commune de Pompignan).
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le STECAL Avr dans sa nouvelle délimitation se trouve à moins de 100 m du Ruisseau de Rouguet, identifié dans le SRCE comme corridor, ainsi que dans le SCoT et le PLU comme réservoir et corridor de la Trame Verte et Bleue. La TVB est classée en zone Np du PLU où toutes installations et constructions sont formellement interdites.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le STECAL Avr se trouve à plus de 6 km de toute ZNIEFF.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ? Si oui, précisez			<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Juillet 2025

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

CDPENAF et INAO

7.3 Procédure de participation du public envisagée

• Enquête publique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
• Participation du public par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
• Enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre, préciser les modalités
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Sans objet.		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Fronton	le,	18/07/2025
Nom	CAVAGNAC	Prénom	Hugo
Qualité	Maire		
Signature			